



Septembre
2022



©NRC/Tom Peyre-Costa

L'ÉDUCATION ATTAQUÉE EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE : MISE À JOUR 2022

Une note du Groupe de Travail Régional sur
l'Éducation en Situations d'Urgence

Depuis la publication de [L'ÉDUCATION ATTAQUÉE EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE : Une note du Groupe de Travail Régional sur l'Éducation en Situations d'Urgence](#) en octobre 2021, à l'occasion de la quatrième conférence internationale sur la Déclaration sur la Sécurité dans les Ecoles au Nigéria, la situation dans la région s'est encore détériorée, mettant au premier plan la question de la protection de l'éducation.

La région de l'Afrique Occidentale et Centrale a connu une forte augmentation du nombre d'écoles fermées en raison de l'insécurité au cours de l'année écoulée.

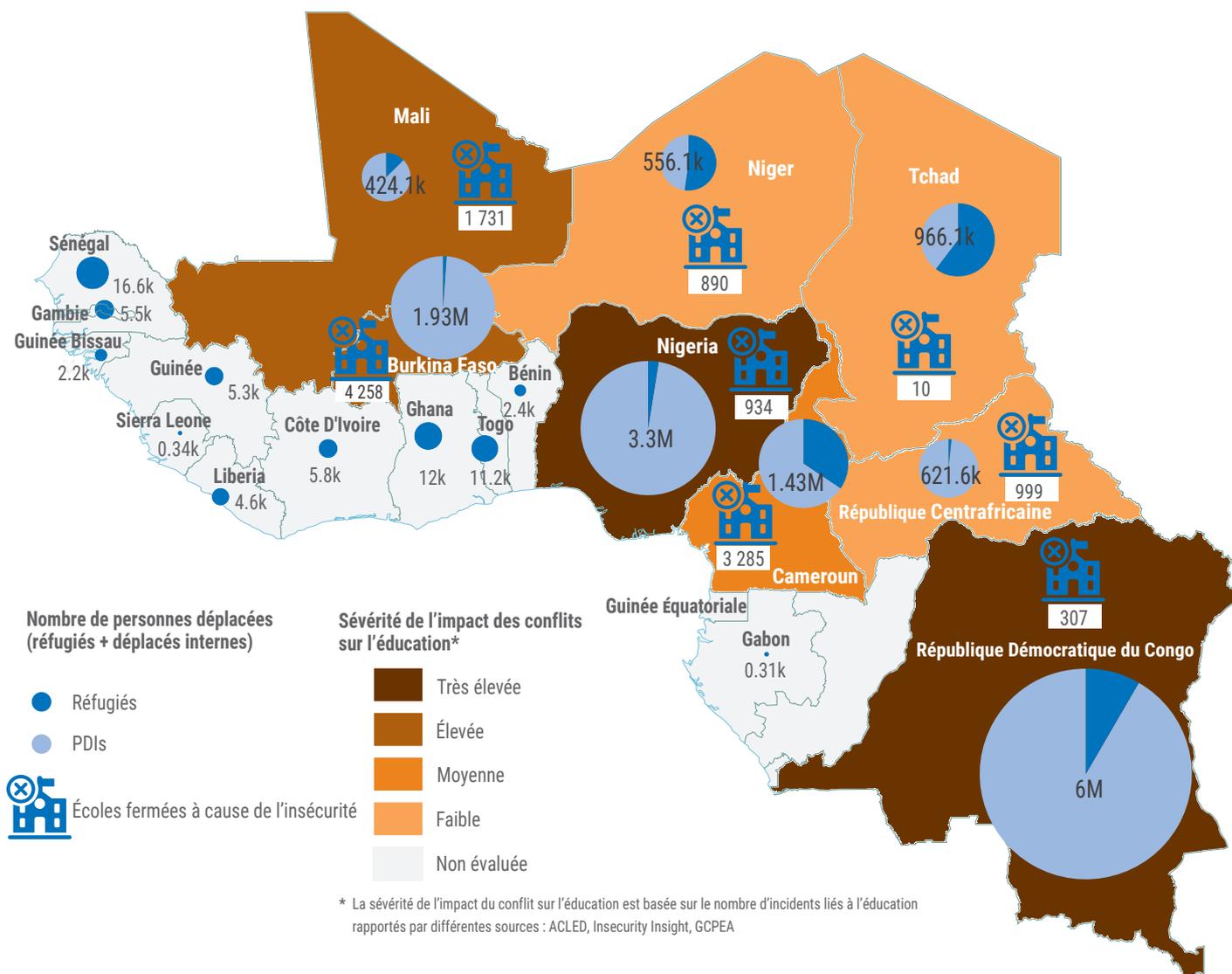
À la fin de l'année scolaire 2021-22, plus de 12 400 écoles étaient fermées dans huit pays de la région¹, soit pour être la cible directe d'attaques des Groupes Armés Non Etatiques (GANEs), soit parce que les enseignants ont fui, ne laissant personne pour enseigner, soit parce que les parents ont trop

peur pour envoyer leurs enfants à l'école ou sont eux-mêmes dans un processus de déplacement forcé à répétition vers des zones plus sûres. L'extension et l'intensification des conflits ont un effet de plus en plus dévastateur sur l'accès et la continuité de l'apprentissage, affectant l'avenir de générations entières d'enfants.

12 400 écoles fermées
 Au mois de juin 2022, au Burkina Faso, au Cameroun, en RCA, en RDC, au Mali, au Niger et au Tchad.

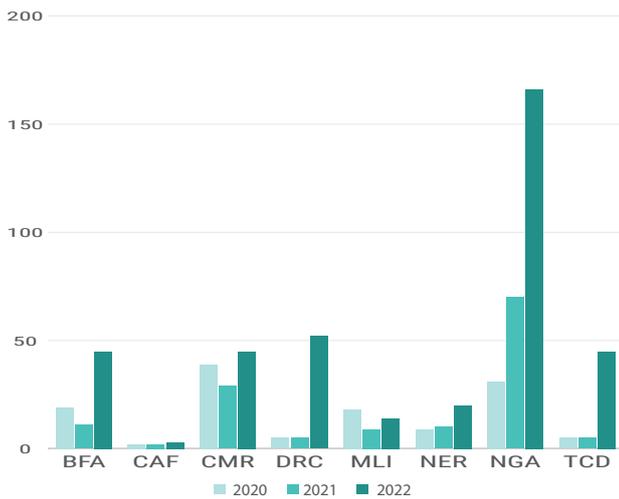
¹ Selon Les Clusters Education du Burkina Faso, du Cameroun, de la République centrafricaine (RCA), du Tchad, de la République démocratique du Congo (RDC), du Mali, du Niger et du Nigéria. Les chiffres de la RDC concernent spécifiquement les attaques directes contre les écoles.

Attaques contre l'Éducation et Tendances de Déplacements en Afrique Occidentale & Centrale (Septembre 2022)



Sources: UNHCR, IOM, ACLED, Insecurity Insight, GCPEA

Nombre d'incidents de violence en lien avec l'éducation



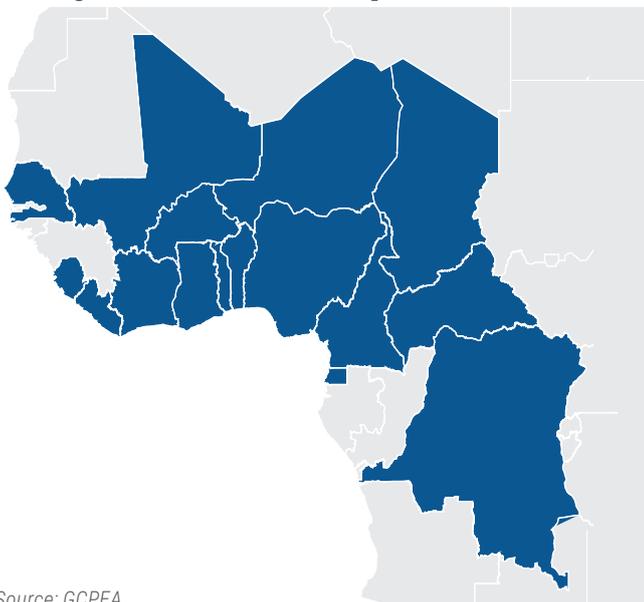
Sources: ACLED, Insecurity Insight, GCPEA, Education in Danger

Avec l'effet du débordement de la crise du Sahel central, les écoles des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest connaissent aujourd'hui une insécurité qui, malgré sa faible ampleur, est très préoccupante.

Ces dernières années, l'insécurité a augmenté de façon vertigineuse dans le Sahel central (Burkina Faso, Mali, Niger), affectant de plus en plus les pays côtiers voisins. Depuis le début de l'année 2021, de nombreuses incursions des GANES ont été signalées dans les pays limitrophes du sud du Burkina Faso², notamment en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Ghana et, plus récemment, au Togo, entraînant de nouveaux mouvements de population et la fermeture de services sociaux de base, notamment d'écoles. Il est à craindre que cette situation ne s'aggrave, soulignant l'importance de la prévention et de la préparation pour garantir un accès continu à des services éducatifs de qualité.

² Une augmentation de 143 % des attaques dans les zones du sud du Burkina Faso a été signalée entre janvier 2021 et mai 2022. Cela a entraîné le déplacement de milliers de réfugiés burkinabè vers le nord-est de la Côte d'Ivoire et le nord du Bénin: <https://reliefweb.int/report/cote-divoire/outil-de-veille-multirisques-pour-les-pays-du-golfe-de-guinee-benin-cote-divoire-ghana-togo-au-30-mai-2022>.

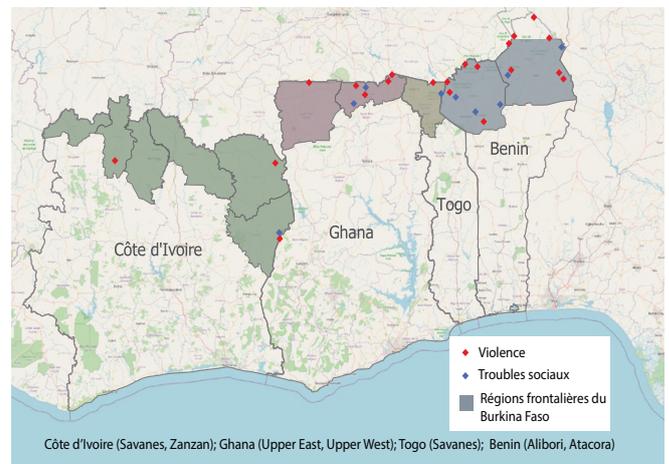
États signataires de la SSD en Afrique Occidentale & Centrale



Source: GCPEA

Les attaques contre les étudiants, le personnel scolaire et les établissements d'enseignement ont un impact dévastateur sur l'accès à l'apprentissage et sur le développement global d'une société. Outre les décès et les blessures causés par les attaques, elles entraînent souvent une baisse de l'assiduité des élèves, des problèmes de déploiement et de rétention des enseignants dans les zones d'insécurité, une baisse de la qualité de l'éducation, une exposition accrue à des formes graves de violence et à d'autres risques, notamment le mariage d'enfants, les grossesses précoces, les déplacements forcés, le travail des enfants et le risque d'être recruté par des parties au conflit.

Incidents de sécurité dans les pays côtiers voisins du Sahel central entre février et mai 2022

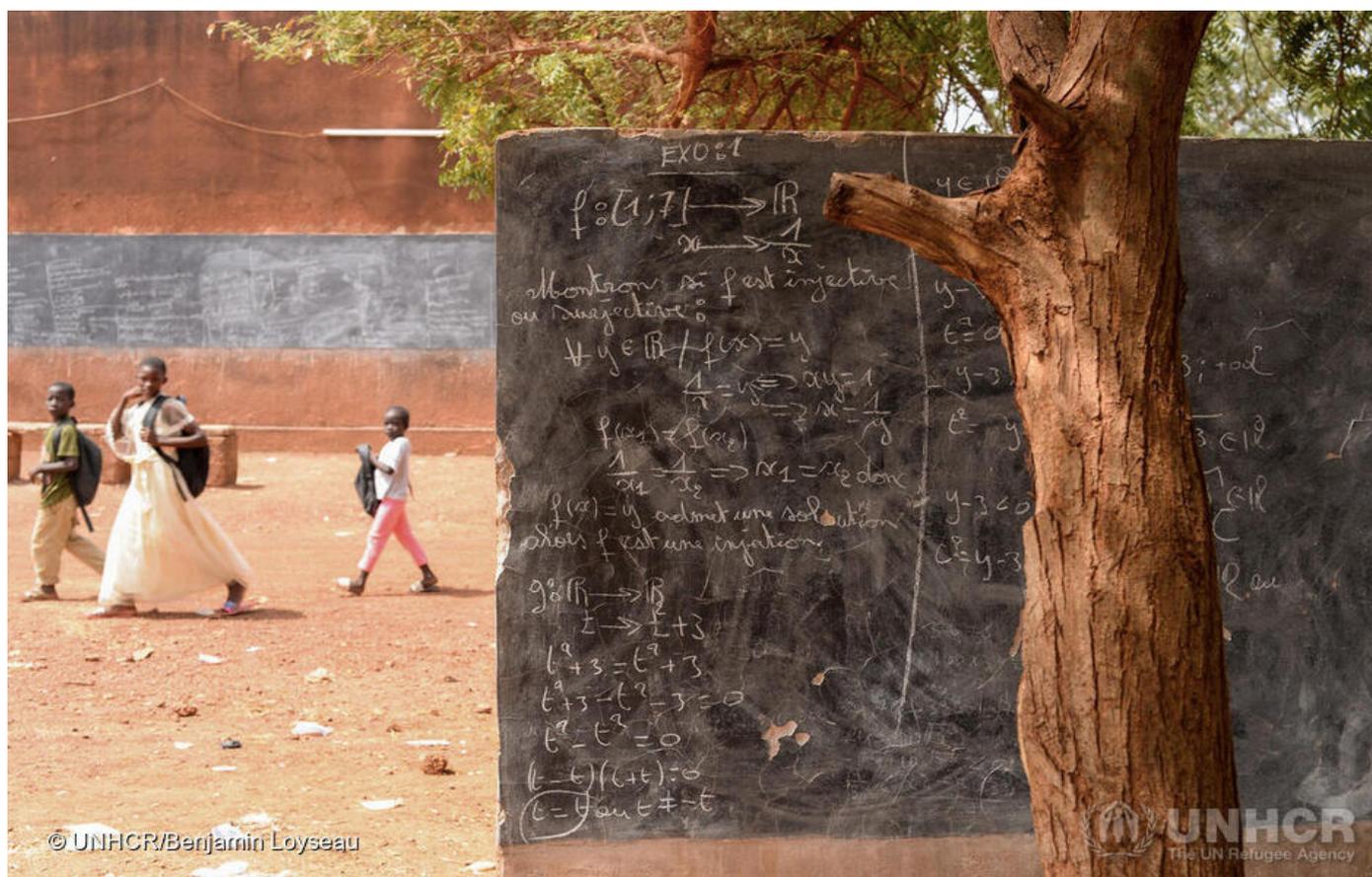


Sources: GRANIT, ACLED.

La dégradation de la situation est survenue malgré un certain nombre de développements encourageants.

A ce jour, la plupart des pays d'Afrique Occidentale et Centrale ont endossé la [Déclaration sur la Sécurité des Écoles \(SSD\)](#)³ et ont pris diverses mesures politiques et de proximité pour la rendre opérationnelle. Par exemple, en 2020, la RCA a adopté un code de protection de l'enfant, qui criminalise les attaques contre les écoles et leur occupation. En octobre 2021, le ministère nigérian de la Défense, avec le groupe de travail sur l'Éducation dans les Situations d'Urgence, a lancé le guide du formateur et le manuel du participant SSD pour les agences de sécurité et les institutions des droits de l'homme nigérianes et a publié sa politique nationale pour la sûreté, la sécurité et les écoles sans violence. Le Mali travaille sur un projet de loi sur la protection des écoles et des universités pendant les conflits armés. Un réseau de mise en œuvre dirigé par les États est également disponible pour soutenir les États qui ont adopté la SSD. Il vise à promouvoir la coopération et l'assistance, et fournit aux États le soutien d'experts mondiaux. Une plateforme SSD similaire a été créée pour les pays du Sahel afin de promouvoir la coopération régionale.

³ La Déclaration sur la Sécurité des Écoles (SSD) est un engagement politique intergouvernemental visant à protéger les étudiants, les enseignants, les écoles et les universités des pires effets des conflits armés: <https://ssd.protectingeducation.org/>.



Le nombre d'enfants en besoin d'aide humanitaire s'est multiplié, tout comme la part des besoins non satisfaits.

57 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes ne sont pas scolarisés aujourd'hui en Afrique Occidentale et Centrale, ce qui représente près d'un enfant non scolarisé sur quatre dans le monde⁴. Ce chiffre est d'autant plus alarmant qu'il représente le double de la part de la région dans la population mondiale des enfants de l'âge correspondant (6 à 18 ans - 12,05 %)⁵.

Pour les enfants déplacés de force, l'accès à l'éducation est encore plus difficile. Au cours de l'année scolaire 2021-22, à peine plus de la moitié des enfants réfugiés en âge de fréquenter l'école primaire dans la région de l'Afrique Occidentale et Centrale étaient inscrits à l'école, tandis qu'à peine 20 % avaient accès à l'enseignement secondaire et moins de 2 % à l'enseignement supérieur⁶.

L'insécurité croissante a un impact particulièrement négatif sur l'accès à l'école : d'après les données recueillies par le mécanisme régional de suivi de la protection, *Projet 21*⁷, entre janvier et avril 2022, 52 % des enfants en moyenne ne sont pas allés régulièrement à l'école dans la région du Sahel central, la principale raison étant la fermeture ou la destruction de



57 millions d'enfants non scolarisés

1 enfant non scolarisé sur 4 dans le monde se trouve en Afrique Occidentale et Centrale.

l'école (27 %)⁸.

La réduction des effectifs et de la fréquentation scolaire est également due au fait que 53 % des enfants révèlent qu'ils ne se sentent pas en sécurité à l'école, et que près des deux tiers (64 %) des enfants déclarent avoir peu ou pas d'espoir pour leur avenir⁹.

La région est donc confrontée à un défi sans précédent, et une partie importante de sa réponse sera sa capacité à offrir un meilleur avenir à sa jeunesse. Malgré cette situation effrayante et une prise de conscience accrue du problème, le secteur de l'éducation et plus particulièrement la réponse humanitaire aux besoins éducatifs sont toujours gravement sous-financés : par exemple, en 2021, le secteur de l'éducation dans les réponses humanitaires n'était financé qu'à hauteur de 22 %, soit la moitié de ce qu'il était en 2018¹⁰.

4 UNESCO GEMR et ISU (2022) : <https://education-estimates.org/>.

5 UNPD/DESA (juillet 2022), Population Estimates 2022 : <https://population.un.org/wpp/>.

6 UNHCR RBWCA (août 2022), Statistiques sur l'éducation des réfugiés.

7 Projet 21 plate-forme en ligne : <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/west-and-central-africa/project-21>.

8 Projet 21, *Analyse janvier-avril 2022*.

9 NRC, UNHCR, UNICEF (janvier 2022). *Central Sahel: Improve children's wellbeing and learning- Increasing psychosocial support in schools*.

10 Geneva Global Hub for Education in Emergencies (2022). *Education in Emergencies Financing in the Wake of COVID-19: Time to Reinvest to Meet Growing Needs*. Ce chiffre ne comprend pas les appels en faveur des réfugiés.

Recommandations

Seule une augmentation significative de la mobilisation de tous les acteurs de l'éducation en faveur de la mise en œuvre de la SSD dans la région permettra de protéger le droit fondamental des enfants à apprendre en toute sécurité.

Nous enjoignons les Gouvernements, toutes les parties au conflit et la communauté internationale à prendre des mesures concertées pour mettre fin aux attaques et aux menaces contre les écoles, les étudiants et le personnel scolaire en Afrique Occidentale et Centrale, et à intensifier le soutien responsable et durable à un apprentissage de qualité pour chaque enfant de la région.

Recommandation 1: adopter des approches holistiques, intégrées et multisectorielles pour la mise en œuvre de la Déclaration sur la Sécurité dans les Écoles

- Les États doivent rendre opérationnelle la *Résolution 2601 (2021)*¹¹, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies le 29 octobre 2021, visant à assurer la protection des enfants touchés par les conflits armés et à faciliter la continuité et la protection de l'éducation en période de conflit armé.
- Les Gouvernements doivent prendre des mesures concrètes - par exemple, par le biais de la législation, d'ordres permanents et de formations - pour mettre fin à l'utilisation militaire des écoles et, au minimum, appliquer les *Lignes Directrices pour la Protection des Écoles et des Universités contre l'Utilisation Militaire durant les Conflits Armés*¹².
- La communauté internationale doit soutenir une forte coopération mondiale et régionale et l'échange entre pairs de bonnes pratiques et d'enseignements tirés de l'expérience par le biais du réseau de mise en œuvre dirigé par les États ou de la plateforme du Sahel sur la mise en œuvre de la *Déclaration sur la Sécurité dans les Écoles*.

Recommandation 2: Systématiser les mesures visant à prévenir les attaques contre l'éducation

- Les Gouvernements et les partenaires doivent immédiatement négocier la non-occupation des écoles par les parties au conflit et donner la priorité à la réhabilitation et à la sécurisation des écoles endommagées ou détruites (y compris par le déminage).
- Les Gouvernements et les partenaires doivent mettre en place des systèmes d'alerte précoce et des plans d'intervention d'urgence (en consultation avec les communautés scolaires), renforcer les capacités du personnel éducatif et former les enfants et les enseignants à l'autoprotection, notamment par le biais de l'approche "Safe Schools".

- Les pays côtiers doivent renforcer d'urgence tous leurs plans de prévention et d'intervention afin de protéger les écoles et la continuité de l'enseignement en cas de détérioration rapide de la situation sécuritaire.

Recommandation 3: Renforcer les solutions d'apprentissage alternatives, innovantes, accélérées et flexibles pour la continuité éducative

- Les Gouvernements et les partenaires doivent immédiatement négocier la réouverture des écoles fermées d'une part, et introduire ou étendre les initiatives qui favorisent la poursuite de l'apprentissage pour les enfants qui ont dû abandonner l'école ou ceux qui ont eu de longues interruptions dans leur apprentissage d'autre part. Pour ce faire, les ministères doivent faire preuve de souplesse dans leurs approches et les partenaires doivent faire preuve d'innovation et expérimenter diverses options d'éducation alternatives, notamment l'enseignement à distance.
- Les acteurs de l'éducation doivent travailler avec les structures d'éducation coranique, sachant qu'elles sont souvent les seules à rester ouvertes dans le contexte actuel où l'éducation est attaquée, promouvoir l'inclusion de la littératie et de la numératie fondamentales dans ces structures, et soutenir les parcours de formation continue pour leurs apprenants.

Recommandation 4: Développer et améliorer le soutien psychosocial aux enfants, à leurs enseignants et au personnel éducatif

- Les Gouvernements et les partenaires doivent fournir un soutien accru aux enfants traumatisés et à leurs enseignants en matière d'apprentissage psychosocial et socio-émotionnel, en groupe et individuellement, en reconnaissant que les premiers ne peuvent pas apprendre et que les seconds ne peuvent pas enseigner.

Recommandation 5: Augmenter le financement prévisible et flexible de l'éducation en situations d'urgence

- Les ministères de l'Éducation doivent plaider auprès des ministères des Finances et du Budget pour une augmentation des allocations budgétaires permettant des déboursements flexibles.
- Les ministères de l'Éducation doivent rendre des comptes aux enfants les plus difficiles à atteindre et les plus marginalisés, y compris les réfugiés, et garantir un accès équitable aux services éducatifs.
- Les bailleurs de fonds doivent promouvoir les synergies et les complémentarités des financements afin d'en assurer la meilleure utilisation, et financer des mesures spécifiques pour prévenir, atténuer et répondre aux attaques contre l'éducation à travers le lien développement-humanitaire, y compris lors de la prochaine conférence des donateurs organisée par Education Cannot Wait en février 2023.

11 Résolution 2601 (2021) du Conseil de Sécurité sur les enfants et les conflits armés: <https://digitallibrary.un.org/record/3946523?ln=fr>.

12 GCPEA (2014). [Guidelines for Protecting Schools and Universities from Military Use during Armed Conflict](#).



©NRC/Tom Peyre-Costa



L'Éducation Attaquée en Afrique Occidentale et Centrale : Mise à jour 2022

Groupe de Travail Régional sur l'Éducation en Situations d'Urgence